



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/1999/15/Add.1
27 janvier 1999

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS/FRANÇAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-cinquième session
Point 6 de l'ordre du jour provisoire

LE RACISME, LA DISCRIMINATION RACIALE, LA XÉNOPHOBIE
ET TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION

Rapport de M. Maurice Glélé-Ahanhanzo, Rapporteur spécial sur les formes
contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et
de l'intolérance qui y est associée, conformément à la résolution 1998/26
de la Commission des droits de l'homme

Additif

Mission en Afrique du Sud (24 février - 5 mars 1998)

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
Introduction	1 - 2	2
I. PRÉSENTATION SOCIOÉCONOMIQUE ET POLITIQUE DU PAYS	3 - 15	2
A. Aperçu historique	3 - 6	2
B. Aperçu sociopolitique	7 - 10	3
C. Aperçu sur les droits de l'homme	11 - 15	5
II. MISE EN OEUVRE DES RÉFORMES POST-APARTHEID	16 - 46	6
A. Les réformes	17 - 39	7
B. Les résistances au changement	40 - 46	12

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
III. LA MONTÉE DE LA XÉNOPHOBIE	47 - 77	14
A. Pression migratoire sur l'Afrique du Sud et afflux de réfugiés	47 - 53	14
B. Le contrôle de l'immigration : rupture ou continuité ?	54 - 66	15
C. Une xénophobie à l'égard des Noirs	67 - 77	18
IV. MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT	78 - 80	21
V. ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE	81 - 85	22
VI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	86 - 90	23
A. Conclusions	86 - 89	23
B. Recommandations	90	24
Annexe		27

Introduction

1. Conformément au mandat qui lui a été confié par la Commission des droits de l'homme à travers les résolutions 1993/20 et 1996/21, le Rapporteur spécial a effectué une mission en Afrique du Sud du 24 février au 5 mars 1998 à la suite d'allégations faisant état d'une montée de xénophobie et de mauvais traitements infligés aux migrants dans ce pays¹. Mettant à profit son séjour, il s'est également attaché à examiner l'état d'avancement des réformes post-apartheid et les obstacles qui s'opposent à la transformation rapide de la société sud-africaine en une société démocratique et non raciste.

2. Le Rapporteur spécial s'est rendu à Pretoria, au Cap, à Johannesburg et à Durban où il a rencontré des représentants du Gouvernement, de la Cour constitutionnelle, de la Commission des droits de l'homme, des conseils municipaux, d'institutions académiques et de diverses organisations non gouvernementales. Il s'est notamment entretenu avec M. Dullah Omar, Ministre de la justice et Mme Manto Tshabalala-Msimang, Ministre adjoint de la justice; M. F.S. Mufamadi, Ministre de la sûreté et de la sécurité; M. Abdul S. Minty, Directeur général adjoint pour les affaires multilatérales au Ministère des affaires étrangères; et M. A. Chaskalson, Président de la Cour constitutionnelle. Le Rapporteur spécial a en outre eu une séance de travail avec des représentants de divers organismes de l'ONU basés à Pretoria (HCR, PNUD, OIM, Centre d'information des Nations Unies). La liste complète des interlocuteurs du Rapporteur spécial figure dans le programme détaillé de la mission annexé au présent rapport.

I. PRÉSENTATION SOCIOÉCONOMIQUE ET POLITIQUE DU PAYS

A. Aperçu historique

3. Après plus de 45 ans d'apartheid, les peuples opprimés d'Afrique du Sud ont, en 1994, accédé à la souveraineté interne. Pour mieux situer l'envergure des réformes auxquelles le Gouvernement s'est attelé et les problèmes auxquels il est confronté, il convient de rappeler brièvement la nature du régime raciste et discriminatoire qu'était l'apartheid et ses effets sur la société sud-africaine.

4. L'apartheid fut instauré en 1948 par le Parti national en tant que système de ségrégation raciale destiné à maintenir des rapports inégaux entre les Blancs et les autres groupes ethniques et raciaux habitant l'Afrique du Sud, dans les domaines économique, social, politique et culturel. Un arsenal de lois fut adopté pour séparer ces groupes les uns des autres tout en instaurant un mode d'exploitation des ressources économiques et humaines au profit des Blancs :

a) Le *Population Registration Act 1950* classait les individus dès leur naissance dans un des quatre groupes raciaux reconnus (blanc, métis (*coloured*), indien, africain);

b) Le *Group Areas Act 1950* imposait un habitat séparé pour chacun des groupes. À cela s'ajoutait, en vertu du *Black (Urban Areas) Consolidation Act 1945*, l'interdiction pour les Noirs de séjourner au-delà d'une certaine heure dans les zones habitées par les Blancs et l'obligation de porter en permanence

sur eux un laissez-passer (*pass*) indiquant leurs lieux de résidence et de travail. Déjà en 1913 le *Native Land Act 1913* confinait les Noirs à 7,3 % du territoire sud-africain;

c) Le *Prohibition of Mixed Marriage Act 1949* et l'*Immorality Amendment Act 1950* interdisaient les mariages interraciaux et les rapports sexuels entre personnes de races différentes.

5. Le maintien du système reposait sur l'oppression et l'usage permanent de la violence, notamment à l'égard des Noirs, qui constituaient le groupe le plus discriminé bien qu'étant majoritaire dans le pays (plus de 70 % de la population). Les Noirs étaient relégués à la périphérie des villes, dans des *townships*, et dans les bantoustans², où ils vivaient dans des constructions de fortune, dépourvues d'eau courante, d'électricité et d'infrastructures sanitaires de base. Ils étaient réduits à une main-d'oeuvre bon marché, utilisée comme domestiques, dans l'exploitation des mines et pour l'agriculture. Une éducation rudimentaire et au rabais leur était dispensée. Une étude publiée en 1987 estimait que les dépenses publiques pour chaque enfant noir constituaient moins du sixième de celles de chaque enfant blanc³.

6. Les nouvelles autorités sud-africaines ont donc hérité d'un pays déséquilibré économiquement, socialement, politiquement et culturellement avec une culture de la violence issue du passé. Le cloisonnement de l'espace et des relations humaines a aussi légué au pays des mentalités cloisonnées que le Gouvernement a entrepris de transformer.

B. Aperçu sociopolitique

7. La nouvelle Afrique du Sud est née d'une longue lutte des peuples opprimés d'Afrique du Sud qui s'est structurée en 1912 avec la naissance du Congrès national africain (ANC), et qui a abouti, avec le concours actif de l'ONU et de l'OUA, à partir de 1993, aux négociations avec le pouvoir blanc, dans le cadre de la Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA). Une constitution intérimaire établissant une Afrique du Sud démocratique et non raciste est adoptée et des élections multipartites sont organisées en 1994.

8. Ces élections ont porté au pouvoir le Congrès national africain (252 sièges sur 400 au Parlement) dont le programme politique est à la base des changements en cours. L'ANC est à la tête de sept provinces sur neuf (Eastern Cape, Free State, Gauteng, Mpumalanga, North West, Northern Cape, Northern Province). Le Parti national, qui a affirmé et pratiqué l'apartheid, a remporté les élections dans la province du Western Cape, et l'Inkhata Freedom Party celles de la province du KwaZulu Natal.

9. La Constitution définitive signée par le Président Mandela en 1996 a établi un État unitaire divisé en neuf provinces (Eastern Cape, Free State, Gauteng, KwaZulu Natal, Mpumalanga, Northern Cape, Northern Province et Western Cape) ayant chacune une assemblée provinciale et un conseil exécutif dirigé par un président (*Premier*). Le Président de la République, autorité suprême de l'État, est élu par le Parlement.

10. Aujourd'hui la population se répartit entre les "Blacks" et les "Whites"; mais il s'agit d'un clivage politique plutôt que racial, le terme "Black" englobant les populations anciennement dominées, les Africains (70 % d'une population estimée à 40 millions d'habitants, selon le recensement de 1997), les Indiens et les *Coloured*, bien que tous les membres de ces deux derniers groupes n'adhèrent pas à cette désignation.

C. Aperçu sur les droits de l'homme

11. Le chapitre 2 de la Constitution de 1996 comporte une charte des droits de la personne (*Bill of Rights*), laquelle garantit à tout individu les droits et libertés fondamentales universellement reconnus, notamment les droits à l'égalité, à la vie, à la liberté de religion, de conscience et d'opinion, à la liberté d'expression et à la liberté d'association. La Constitution garantit également la plupart des droits économiques, sociaux et culturels, y compris le droit à la propriété, au logement, à la santé et à l'éducation, le droit d'user de sa langue et de pratiquer sa culture. Une Commission des droits de l'homme a été instaurée par une loi constitutionnelle pour vulgariser les principes des droits de l'homme et superviser l'application de la charte (*Human Rights Commission Act No 54 of 1994*).

12. Trois autres institutions assurent la protection des droits de l'homme, dans des domaines particuliers, le Protecteur public (*Public Protector*), la Commission pour la promotion et la protection des droits des communautés culturelles, religieuses et linguistiques (*Commission for the Promotion and Protection of the Rights of Cultural, Religious and Linguistic Communities*) et la Commission pour l'égalité des sexes (*Commission on Gender Equality*); cette dernière lutte activement contre la violence domestique.

13. Le Protecteur public, sorte de médiateur qui a remplacé l'Ombudsman en octobre 1995, est représenté dans les neuf provinces. Il intervient en cas d'atteinte aux droits des administrés ou de corruption dans les services publics. Assisté de 27 collaborateurs, il siège à Pretoria, mais mène les enquêtes sur le terrain avec le soutien de la police; il soumet ses recommandations à l'administration concernée qui, en général les suit. Tout citoyen peut saisir le Protecteur public qui, s'il juge la plainte fondée, ouvre une enquête. Le Protecteur public travaille aussi en étroite collaboration avec la Direction indépendante des plaintes (*Independent Complaint Directorate*) qui lui transmet les plaintes reçues contre la police.

14. Le Rapporteur spécial a eu une séance de travail avec le Président de la Coalition nationale pour l'égalité des gais et des lesbiennes qui lui a fait part des problèmes et des pratiques discriminatoires selon le sexe dont sont victimes (à l'école, dans l'emploi, refus de l'aide médicale) ses membres tant sud-africains qu'immigrés de Namibie, du Zimbabwe, du Botswana et du Zaïre. Les interlocuteurs du Rapporteur spécial lui ont fait part des négociations en cours avec le Parlement et le Gouvernement pour abroger les lois contre les homosexuels qui datent du temps de l'apartheid; ils se réjouissent des décisions juridictionnelles déjà intervenues pour affirmer l'égalité de l'homme et de la femme, ainsi que de l'oreille attentive que des églises chrétiennes prêtent à leur situation. Ils déclarent déplorer la discrimination dont les Noirs sont l'objet au sein de leur coalition, et travailler à l'égalité entre Blancs et Noirs dans la Coalition.

15. Depuis sa réintégration dans la communauté des nations, l'Afrique du Sud s'est engagée dans un processus de ratification des instruments internationaux et régionaux de protection des droits de l'homme. Le Gouvernement a soumis au Parlement, pour ratification, les conventions internationales relatives aux droits de l'homme; la législation d'application est en cours d'élaboration. Il est prévu d'introduire, en collaboration avec le Ministère de l'éducation, l'enseignement des droits de l'homme dans les programmes des écoles et des universités.

II. MISE EN OEUVRE DES RÉFORMES POST-APARTHEID

16. Depuis les élections de 1994, on note de grands changements politiques. Tel n'est pas le cas dans les autres domaines comme l'économie, l'éducation et les affaires sociales. Les élections générales n'ont été qu'un point de départ, explique le Ministre de la justice. La société sud-africaine est encore traversée par des clivages raciaux. Il y a encore des gens à l'écart, ce qui explique la nécessité d'entreprendre des transformations économiques, sociales et culturelles. Des réformes radicales sont en cours dans les institutions politiques, dans l'armée, la police et la justice.

A. Les réformes

1. La promotion de l'unité et de la réconciliation

17. La première tâche du Gouvernement démocratiquement élu a été de promouvoir l'unité et la réconciliation entre tous les éléments de la population sud-africaine. D'où l'établissement de la Commission vérité et réconciliation : elle n'a pas une fonction judiciaire, mais elle est notamment chargée de mettre en évidence les causes, la nature et l'étendue des violations des droits de l'homme commises du temps de l'apartheid. Elle a aussi pour mandat de déterminer le sort des victimes et des survivants des violations des droits de l'homme, de rechercher leurs traces, de les réhabiliter ou les restaurer dans leur dignité et de les indemniser. Enfin, la Commission peut amnistier les auteurs de violations des droits de l'homme qui consentent à témoigner devant elle.

18. La Commission a mis au point un programme de réhabilitation et d'indemnisation des victimes et survivants des violations massives des droits de l'homme perpétrées entre 1960 et 1994. Ce programme, qui a été soumis au Gouvernement et au Parlement pour examen et approbation⁴, comporte les cinq aspects suivants :

- a) Des indemnités versées à titre de réparation individuelle dans le cadre d'un dispositif d'indemnisations financières individuelles;
- b) Une réparation symbolique pour aider les communautés à commémorer ensemble "la souffrance et les victoires du passé";
- c) Des programmes de réhabilitation/réinsertion des communautés;
- d) Une réforme institutionnelle destinée à empêcher que les violations des droits de l'homme ne se renouvellent; et
- e) Des indemnités transitoires d'urgence.

19. Les propositions de la Commission Vérité et réconciliation ont été formulées dans le respect de plusieurs principes, à savoir que les réparations devaient être axées sur le développement, être simples et efficaces, adaptées sur le plan culturel, être dictées par les besoins de la communauté et devaient favoriser la guérison des blessures et la réconciliation ainsi que la mise en valeur du potentiel des communautés.

20. La réparation individuelle se fera au moyen d'un dispositif dans le cadre duquel chaque victime d'une violation flagrante des droits de l'homme recevra une indemnité financière annuelle individuelle pendant une période de six ans. Le montant de l'indemnité vise pour l'essentiel à prendre en compte la souffrance causée par la violation flagrante des droits de l'homme subie par la victime.

21. La réparation symbolique évoque des images de monuments, mais pourrait prendre la forme de plusieurs autres mesures. Outre la construction de mémoriaux et de monuments à caractère national et local, elle peut consister également en une "Journée du souvenir". Sur un plan plus individuel, la réparation symbolique peut aussi se concrétiser par une aide fournie à des particuliers pour obtenir des certificats de décès et régler les dernières formalités juridiques, ou faire supprimer les mentions figurant dans leur casier judiciaire. Les victimes peuvent demander à ce que les corps des membres de leur famille soient exhumés et enterrés, ou dans certains cas, peuvent demander une pierre tombale ou une dalle.

22. La Commission a en outre recommandé que les rues et les équipements communautaires soient rebaptisés de manière à rendre hommage à des personnalités ou à rappeler des événements directement liés à la communauté. Elle a constaté la nécessité d'instaurer des cérémonies culturellement adaptées. Le programme de réhabilitation/réinsertion des communautés repose sur le grand principe selon lequel la réparation doit favoriser le développement afin de donner aux personnes et aux communautés les moyens de prendre leur propre vie en main. Cela implique, par conséquent, un processus de participation qui permette d'informer suffisamment les victimes des ressources qui sont à leur disposition. Parmi les mesures de réhabilitation/réinsertion des communautés qui sont recommandées, on mentionnera les soins de santé, les soins de santé mentale, l'éducation et le logement. Un programme destiné à désarmer les jeunes qui ont opté pour la violence comme moyen de résoudre les conflits fait partie des soins de santé mentale, de même qu'un programme multidisciplinaire auquel participent tous les ministères et départements et qui vise à réinstaller les milliers de réfugiés "de l'intérieur" qui ont été chassés de leur foyer par le conflit politique.

23. La réforme institutionnelle correspond aux grands objectifs de la Commission, avec notamment des mesures destinées à empêcher que les violations des droits de l'homme ne se reproduisent, qui seront mises en oeuvre dans des secteurs très divers tels que le système judiciaire, les médias, les forces de sécurité et les entreprises; cette réforme devrait contribuer à faire naître une culture des droits de l'homme en Afrique du Sud. L'élément indemnité transitoire d'urgence du programme de réhabilitation et d'indemnisation mis en place par la Commission a pour objet de fournir des ressources financières

limitées aux personnes qui en ont besoin d'urgence pour pouvoir s'adresser aux services et aux structures appropriés.

24. La Commission a reçu environ 15 000 déclarations de la part de personnes ayant été victimes de violations de droits de l'homme, ou de leurs parents, et 7 000 demandes d'amnistie. Elle a auditionné plus de 1 000 personnes impliquées dans des cas de violations massives des droits de l'homme, allant des mauvais traitements aux meurtres en passant par la torture et les enlèvements. Bien que certains soient enclin à dénigrer la Commission et à la qualifier de "cirque" ⁵, cette institution ad hoc a une fonction propitiatoire essentielle pour désamorcer les rancoeurs et faire table rase du passé, pour qu'émergent des relations fraternelles entre les différentes composantes de la population sud-africaine.

25. Un autre aspect de la politique d'unité et de réconciliation a consisté à investir les médias de la propagation d'un message unificateur et conciliateur. Ainsi la South African Broadcasting Corporation a-t-elle mis au point un générique, qui est en même temps un leitmotiv, "Simunye-We are One" (nous sommes une seule nation). Sur les écrans de télévision apparaissent désormais toutes les races existant en Afrique du Sud donnant ainsi crédit au concept de "Rainbow nation" (la nation arc-en-ciel) forgé par l'archevêque Desmond Tutu.

26. Les effets de cette politique d'unité et de réconciliation sur la société sud-africaine sont mitigés. La Commission n'a pas bénéficié de la coopération de l'Inkatha Freedom Party qui l'a accusée de mener une chasse aux sorcières parmi ses membres. Aucun leader de ce parti n'a demandé une amnistie pour ses actes en dépit de l'implication de ceux-ci dans la violence politique et l'assassinat de militants du mouvement anti-apartheid. De même, le Parti national a interrompu sa coopération avec la Commission après que l'ancien Président de la République Frederik Willem de Klerk eut été sévèrement critiqué pour avoir refusé de reconnaître la responsabilité de son parti dans les violations des droits de l'homme qui ont eu lieu du temps de l'apartheid. Ce parti a refusé de témoigner sur les mécanismes de répression (le National Security Management System) secrètement mis en place durant les dernières années de l'apartheid pour briser l'ANC et les forces anti-apartheid. De même, les tenants du pouvoir judiciaire et les hommes d'affaires blancs sur lesquels a reposé l'apartheid pour perdurer ont refusé de collaborer avec la Commission vérité et réconciliation.

27. Néanmoins, la Commission - qui a terminé ses travaux et déposé son rapport le 29 octobre 1998 - a su partiellement répondre au désir de vérité des Sud-Africains et à leur volonté de comprendre l'apartheid de l'intérieur tout comme elle a su répondre aux attentes sur la nature du combat et des erreurs des forces anti-apartheid. En son sein, l'interaction entre victimes et auteurs des violations des droits de l'homme, quoique pénible, a contribué à pacifier certains esprits et à amenuiser le sentiment sur l'impunité des auteurs en mettant en jeu un processus cathartique. Cet échange a pu, sans justifier leurs actes, humaniser certains auteurs de violations des droits de l'homme en leur donnant l'occasion d'apparaître comme les otages d'un système dont le contrôle leur échappait et de se faire pardonner directement par les survivants, les victimes ou les parents des victimes. Les Sud-Africains ont ainsi appris de la bouche du docteur Daan Goosen, responsable du projet,

que l'ancien gouvernement avait lancé un programme de recherche scientifique visant à mettre au point une bactérie qui tuerait exclusivement les Noirs ou les rendrait stériles. Par ailleurs, la dignité des victimes a été restaurée et les dédommagements qu'ils vont recevoir, même s'ils ne peuvent remplacer la disparition d'un être cher et les séquelles de mauvais traitements, pourraient atténuer les frustrations que peut provoquer l'amnistie accordée aux auteurs.

28. La Commission s'est efforcée de faire comprendre que la promotion de l'unité et de la réconciliation est une oeuvre collective à laquelle tous les Sud-Africains sans distinction d'aucune sorte doivent s'atteler pour que désormais l'Afrique du Sud s'achemine lentement vers un destin commun pour échapper aux démons du passé.

2. Le Programme de reconstruction et de développement

29. Le Programme de reconstruction et de développement est l'instrument de transformation de la société sud-africaine. Programme de gouvernement conçu par l'ANC et ses partenaires, il vise à réformer les conditions économiques et sociales de la majorité des Sud-Africains laissés pour compte du régime d'apartheid. Il cherche à éliminer dans tous les secteurs de l'économie et de la société (emploi, industrie, agriculture, éducation, culture, santé, sécurité) les clivages et les disparités légués par l'apartheid.

30. Le Programme s'articule autour de cinq sous-programmes fondamentaux intégrés : la satisfaction des besoins fondamentaux; le développement des ressources humaines; la construction de l'économie; la démocratisation de l'État et de la société; et la mise en oeuvre du programme de reconstruction proprement dit.

31. L'intérêt du programme pour cette étude est qu'il met l'accent tant sur la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels que sur les droits civils et politiques. À cet égard, le Gouvernement considère qu'il faut en priorité commencer à répondre aux besoins fondamentaux de la population, c'est-à-dire lui procurer des emplois, des terres, des logements, l'eau, l'électricité, un réseau de télécommunications et de transport, un environnement propre et salubre, de la nourriture, des soins de santé et une protection sociale. Il a prévu des programmes pour redistribuer des superficies assez considérables à des gens sans terres, construire plus d'un million d'habitations, faire en sorte que tous bénéficient d'une eau non polluée et d'un réseau d'égouts, raccorder au réseau électrique 2,5 millions de nouveaux foyers et mettre les soins de santé et les télécommunications à la portée de tous.

32. La mise en valeur des ressources humaines porte sur les trois niveaux de l'enseignement (du primaire au tertiaire), depuis la garderie jusqu'à la formation scientifique et technique spécialisée, ce qui correspond aux groupes des jeunes enfants, des étudiants et des adultes. Le domaine concerné est à la fois la formation dispensée dans les établissements d'enseignement et sur le lieu de travail.

33. S'agissant des droits civils et politiques, le Gouvernement estime que la mise en oeuvre de ce programme doit impliquer tous les échelons de la société sud-africaine. Cet aspect des réformes définit un nouveau rôle,

au regard de la Constitution et de la Charte des droits de la personne, pour les autorités nationales, provinciales et locales, l'administration de la justice, le secteur public, les entreprises semi-publiques, la police et les forces de sécurité, les mouvements sociaux et les ONG. Il met en place un système d'information démocratique en vue de favoriser le développement socioéconomique. On examinera par la suite le rôle actif que joue la société civile dans l'enracinement de la démocratie en Afrique du Sud.

34. Le Rapporteur spécial a pu se rendre compte de la réalisation de ce programme dans le domaine de l'éducation, au niveau municipal, au sein de l'armée, de la police et de la justice.

Éducation

35. Un programme scolaire appelé Curriculum 2000 sera prochainement mis en place afin d'épurer les instruments pédagogiques des contre-vérités proclamées par l'apartheid. Le multilinguisme sera encouragé à travers les 11 langues nationales retenues (afrikaans, anglais, ndébélé, sotho du nord, sotho du sud, swazi, tsonga, twana, venda, xhosa, zulu) qui seront enseignées au même titre.

Conseils municipaux

36. Ces organes reflètent de mieux en mieux la composition raciale et ethnique du pays. Plusieurs conseils municipaux, à l'exception de celui du Cap, sont sous la responsabilité de la majorité noire qui y collabore avec des conseillers municipaux issus des partis à dominance blanche tels que le Parti national. Au sein du conseil municipal de Pretoria, Noirs et Blancs issus de l'ANC témoignent par leur travail en faveur de l'intégration des différentes communautés qui y vivent de leur désir de dépasser les barrières raciales. Des programmes en faveur du développement des townships environnants ont été mis au point. De par la coopération qui s'y est instaurée entre Blancs et Noirs, Pretoria se veut une vitrine de la nouvelle Afrique du Sud.

Armée

37. Rebaptisée South African National Defence Force (SANDF), en lieu et place de South African Defense Force, l'armée jadis vouée à la déstabilisation des États frontaliers de l'Afrique du Sud et aux attaques contre les camps des combattants de la liberté de l'ANC, du PAC et d'autres partis, s'emploie aujourd'hui à intégrer les différents groupes armés qui ont combattu l'apartheid afin de constituer un ensemble transracial. L'objectif du Gouvernement est d'effacer le symbole de pilier essentiel de l'apartheid que fut cette institution pour en faire un creuset d'unité nationale et une institution respectueuse de la légalité démocratique. Un livre blanc intitulé Defence in Democracy: White Paper on National Defense for the RSA définit le nouveau rôle de l'armée. Celle-ci applique en son sein la politique gouvernementale d'égalité des chances et d'action positive, qui implique la non-discrimination tant pour des raisons d'appartenance raciale que sexuelle et religieuse ou autre. Un programme de formation civique portant notamment sur les aspects essentiels de la démocratie, la Constitution de l'Afrique du Sud, la Charte des droits de l'homme, le droit international humanitaire, la diversité culturelle et la déontologie militaire, publié dans un manuel

intitulé *South African National Defense Force Civic Education Guidelines* est mis en oeuvre. À cela s'ajoute un programme de formation militaire visant à permettre, notamment, aux soldats les plus méritants issus des mouvements de libération d'être promus. Actuellement, les 105 040 soldats représentant 80,50 % de l'armée sud-africaine se répartissent comme indiqué dans le tableau ci-dessous remis au Rapporteur spécial par les autorités militaires sud-africaines.

Répartition selon la race/le sexe
(15 février 1998)

	Hommes	%	Femmes	%	Total (%)
Blancs	27 989	21,45	13 884	10,64	32,09
Indiens/Asiatiques	3 563	2,73	869	0,67	3,40
Métis	8 383	6,42	1 955	1,50	7,92
Africains/Noirs	65 105	49,89	8 741	6,70	56,59
Total armée de métier sud-africaine	105 040	80,50	25 449	19,50	100,00

Répartition des officiers selon la race/le sexe pour l'ensemble des effectifs de l'armée de métier sud-africaine
(15 février 1998)

	Hommes	%	Femmes	%	Total (%)
Blancs	6 880	5,27	1 538	1,18	6,45
Indiens/Asiatiques	742	0,57	127	0,10	0,67
Métis	463	0,35	63	0,05	0,40
Africains/Noirs	2 486	1,91	265	0,20	2,11
15 décembre 1997	10 571	8,10	1 993	1,53	9,63

Les efforts pour établir un meilleur équilibre culturel et racial au sein des officiers de l'armée sont de la responsabilité du major général Sedibe, une femme noire issue des rangs de l'ANC. Un Noir a récemment été nommé chef d'état-major de l'armée.

Police

38. Les interlocuteurs du Rapporteur spécial reconnaissent que la police se livre quelquefois à des actes de violence et de brutalité, notamment à l'égard des Noirs. Pour mettre fin à ces comportements, le Community of Police Policy, un service de la police chargé du soutien aux communautés, a été créé.

Il existe aussi une direction indépendante des plaintes, organe auprès duquel peuvent être déposées des plaintes contre les comportements de la police. Un programme de réforme de la police a été conçu et est mis en oeuvre avec la coopération de la Belgique. Tout comme dans l'armée, un programme d'égalité des chances et d'action positive est en train d'être réalisé avec pour objectif de parvenir en l'an 2000 à une structure hiérarchique représentative de la structure de la population sud-africaine, avec une représentation d'au moins 40 % de femmes et 10 % de handicapés. Une des premières mesures a été de supprimer les toilettes séparées pour policiers blancs et noirs. De même, l'usage de termes racistes tels que "kaffir" a été banni. Des efforts sont menés pour faire prendre conscience aux policiers noirs de leurs droits afin qu'ils ne se comportent pas comme des victimes, mais apprennent à réagir contre les formes persistantes de la discrimination raciale. Une formation supplémentaire leur est donnée afin qu'ils ne se retrouvent pas exclusivement dans les unités chargées de l'exécution des décisions tandis que leurs collègues blancs seraient employés dans les unités spécialisées (police scientifique, police d'élite) et à des postes de commandement.

Justice

39. Pour assurer l'indépendance du pouvoir judiciaire ainsi que l'accès de tous les citoyens à la justice, on a créé la Commission de la justice chargée de rechercher un équilibre racial parmi les magistrats. Un programme d'éducation a été mis au point au Justice College de Pretoria pour faire évoluer les attitudes et les mentalités au sein du pouvoir judiciaire.

B. Les résistances au changement

40. Les résistances se traduisent par la persistance d'une conspiration insurrectionnelle sourde : les efforts de la minorité blanche pour maintenir des privilèges économiques et sociaux; les sabotages de l'action gouvernementale au sein de l'administration; la propagande négative de certains médias sur l'action du Gouvernement; la présentation des actions d'égalité des chances et d'action positive comme étant du racisme et de la discrimination raciale à rebours.

41. C'est en des termes vigoureux que le Président Nelson Mandela a dénoncé devant la cinquantième conférence nationale du Congrès national africain, le 16 décembre 1997, à Mafikeng (province de Gauteng) l'existence d'un plan insurrectionnel destiné à déstabiliser la jeune démocratie sud-africaine. Selon les propos du Président, "divers éléments de l'ancien groupe dirigeant se sont employés à mettre en place un réseau chargé de lancer ou d'intensifier une campagne de déstabilisation, qui aurait notamment pour but : d'affaiblir l'ANC et ses alliés; de développer la criminalité pour rendre le pays ingouvernable; de mettre l'économie en péril; et d'affaiblir la confiance de notre peuple et du reste du monde en notre capacité à gouverner et à mener à bien notre reconstruction et notre développement".

42. Les initiateurs de ce projet insurrectionnel seraient déjà actifs au sein de l'administration et dans d'autres secteurs de la société sud-africaine. Ils auraient déjà incité des personnes à commettre des crimes; ils s'efforceraient d'affaiblir et de paralyser la machine étatique, notamment par le vol de matériels publics, d'armes et de munitions; selon

le Président Mandela, ils auraient entrepris de dissimuler des documents importants pour le fonctionnement de l'État et seraient en train de mettre en place des structures parallèles, y compris des mécanismes d'espionnage et des forces armées. Les tendances les plus actives parmi ces mouvements appartiendraient à des groupes néofascistes ayant des accointances internationales. Les tenants de l'ancien système, s'opposant aux mesures destinées à réparer les injustices du passé en prétendant qu'il s'agit d'une discrimination raciale à rebours incompatible avec la Constitution, crient à l'exode des cerveaux et à la catastrophe économique si les programmes d'égalité des chances et d'action positive sont mis en oeuvre.

43. Faute d'agents compétents en nombre suffisant, un des dilemmes majeurs auxquels est confronté le Gouvernement est de devoir compter sur une administration provenant en majorité du régime de l'apartheid pour mettre en application un programme de réformes auquel cette administration n'adhère pas. Des interlocuteurs du Rapporteur spécial n'ont pas manqué de mettre en évidence les réticences d'une partie de l'administration, encore acquise aux thèses de l'apartheid et qui, par des manoeuvres dilatoires, freine la mise en oeuvre des réformes.

44. La presse écrite reste largement aux mains des tenants de l'ancien régime, à l'exception du Sowetan et Cape August financés par des Noirs et des Métis. Aussi est-elle encline à dénigrer l'action du Gouvernement plutôt qu'à faire preuve d'objectivité; elle accuse souvent les membres du Gouvernement et les représentants de l'ANC au niveau provincial d'incompétence, de népotisme et de corruption.

45. Certaines écoles précédemment à dominance blanche refusent de s'ouvrir aux Noirs. Ainsi en est-il de l'école de Vryburg, à 200 km environ de Pretoria. Des enfants noirs en ont été chassés lorsque leurs parents ont voulu les y inscrire, "de peur qu'ils ne fassent baisser le niveau scolaire". L'association des parents d'élèves et le corps enseignant y est à majorité blanche, de même que le chef de la police qui est peu enclin à faire appliquer la loi.

46. Dans les écoles où l'enseignement n'était donné qu'en afrikaans, la loi a imposé l'introduction de l'anglais et des langues africaines, en raison du refus des Noirs de recevoir un enseignement en afrikaans. Mais on observe une résistance des Afrikaners à parler l'anglais ou les langues africaines, de sorte qu'on peut retrouver deux types d'enseignement dans le même établissement, l'un suivi par les Afrikaners et l'autre par les Noirs et les autres groupes raciaux. Une des tactiques employées par les écoles privées afrikaners pour exclure les Noirs consiste à augmenter fortement les frais d'inscription. De plus, on fait intervenir l'argument de la proximité des écoles en prétendant que ne peuvent être inscrits que ceux qui résident dans un certain périmètre autour de l'école. Or, en raison de la politique de séparation des zones de résidence pratiquée du temps de l'apartheid, les Noirs sont encore domiciliés loin des meilleures écoles situées dans les agglomérations blanches. Il y a des révoltes de la part de la population noire contre cet état de fait et le Gouvernement s'efforce d'y remédier. Fidèle à l'esprit de compromis qui a prévalu aux changements de 1994, il se refuse à recourir à la force et préfère le dialogue avec la communauté là où les problèmes se posent.

III. LA MONTÉE DE LA XÉNOPHOBIE

A. Pression migratoire sur l'Afrique du Sud et afflux de réfugiés

47. Depuis les élections de 1994, la question de l'immigration a pris des proportions inquiétantes, les autorités ayant opté pour une politique de criminalisation et d'expulsion systématique des migrants "illégaux" ou sans papiers, pour répondre à une xénophobie croissante au sein de la population. Le migrant clandestin ou illégal le plus recherché est le "Nigérian" qualifié de "francophone"; de nombreux Nigériens sont accusés d'être impliqués dans le trafic de la drogue, les syndicats du crime et le proxénétisme.

48. Les statistiques sur l'immigration illégale en Afrique du Sud sont imprécises. Des sources modérées font état de la présence de 500 000 clandestins, tandis que les plus alarmistes estiment leur nombre à deux voire 11 millions. La surestimation du nombre de clandestins proviendrait du fait que les migrants, qui entretiennent souvent une activité commerciale avec l'Afrique du Sud, mais qui ne souhaitent pas demeurer dans le pays de manière permanente, sont inclus dans les chiffres. Une autre raison de l'exagération du nombre de clandestins peut se situer dans la tendance de certains politiciens à manipuler les données à des fins électoralistes, jouant ainsi sur les peurs de la population.

49. La majorité des migrants entre dans le pays pour des raisons économiques. La plus grande partie des clandestins est originaire des 14 pays membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC)⁶. Cela peut s'expliquer par plusieurs facteurs : la longue tradition (datant du XIXe siècle et renforcée pendant l'apartheid) de recrutement de la main-d'oeuvre au Lesotho, Mozambique, Swaziland et Botswana, de travailleurs temporaires pour les mines et l'agriculture, en particulier dans les fermes du Mpumalanga et de la province du Nord. Nombreux sont les travailleurs qui demeurent illégalement en Afrique du Sud, soit avec la complicité de leurs employeurs, soit en prolongeant leur séjour après l'expiration de leur permis de travail temporaire. Un second facteur explicatif réside dans la proximité géographique des pays cités, qui ont des frontières communes avec l'Afrique du Sud. Enfin, le facteur déterminant est sans doute la difficile situation économique de certains pays voisins, notamment le Mozambique.

50. Les Sud-Africains représentent un tiers de la population des pays membres de la SADC et ont un produit intérieur brut trois fois supérieur au PNB combiné du reste des États de la Communauté. À titre d'exemple, le rapport entre le PNB par habitant de l'Afrique du Sud et du Mozambique est de 1 à 40. À cela s'ajoute l'introduction de la démocratie, après les élections de 1994, qui a encore renforcé dans l'esprit des candidats à l'immigration l'image de "terre promise" de la nouvelle Afrique du Sud.

51. En dehors de la sous-région, l'Afrique du Sud a récemment enregistré l'arrivée de migrants de l'Afrique centrale et occidentale (Nigériens et Congolais de la République démocratique) ainsi que de migrants de l'Europe de l'Est (Bulgares, Polonais, Yougoslaves) et de l'Asie (Chinois, Indiens, Malais). L'Afrique du Sud est une des destinations privilégiées des réfugiés provenant de l'Angola, de la région des Grands Lacs, du Congo démocratique, de la Somalie et du Libéria.

52. Il existe une confusion, au sein du public mais aussi de l'administration, entre migrants, réfugiés, demandeurs d'asile et étudiants : en effet, il n'existe pas de législation spécifique sur le droit d'asile, bien que l'Afrique du Sud ait ratifié la Convention des Nations Unies relative au statut des réfugiés et celle de l'OUA. Ils sont souvent assimilés à des "réfugiés économiques", donc à des migrants. Aussi les réfugiés ne bénéficient-ils pas d'une protection adéquate et, au même titre que les migrants sans papiers, ils sont victimes d'actes xénophobes de la part du public; certains ont été agressés physiquement et tués.

53. Avant l'arrivée récente de réfugiés, le Gouvernement sud-africain avait, en septembre 1993, signé un accord avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, attribuant le statut de réfugiés à 120 000 Mozambicains considérés antérieurement comme migrants illégaux. Toutefois, le programme de rapatriement du HCR ne parviendra à faire rentrer chez eux que 30 000 Mozambicains, les autres préférant demeurer dans la clandestinité en Afrique du Sud pour ne pas avoir à affronter la difficile situation économique et sociale de leur pays.

B. Le contrôle de l'immigration : rupture ou continuité?

1. La politique d'immigration sud-africaine

54. La politique d'immigration de l'Afrique du Sud est centrée sur le contrôle et l'expulsion plutôt que sur une régulation du mouvement des personnes prenant en compte tant ses intérêts socioéconomiques que ceux de ses partenaires au sein de la SADC et ce tout en tenant compte des réalités géopolitique et économique dictées par son intégration dans l'économie mondiale. Cette politique peut se résumer ainsi : la Constitution donne aux Sud-Africains le droit de gagner leur vie, l'accès à la santé, à l'éducation, au logement, etc.; or la présence d'étrangers qui n'ont pas de statut légal sur le sol sud-africain viole (ou limite) ces droits. Les contrôles de l'immigration, en protégeant les Sud-Africains d'une éventuelle concurrence dans le domaine du travail et des services sociaux, protègent donc leurs droits constitutionnels.

55. La politique d'immigration actuelle repose sur deux lois :

a) The South African Citizenship Act de 1995 qui définit trois catégories d'acquisition de la citoyenneté sud-africaine (naissance, descendance et naturalisation);

b) The Aliens Control Act de 1991 : jusqu'en 1986, sous le régime de l'apartheid, l'appartenance raciale présidait à l'octroi ou non du statut de citoyen ou de résident permanent en Afrique du Sud. Ceux à qui on accordait la résidence permanente ou la citoyenneté devaient être facilement assimilables par les habitants blancs (*readily assimilable by the white inhabitants*); en 1986, cette clause raciste a été supprimée de la législation. L'Aliens Control Act distingue trois catégories d'étrangers : ceux qui possèdent des documents légaux d'entrée, les sans-papiers ou les illégaux et les réfugiés.

La loi de 1991 donnait des pouvoirs étendus à l'administration en matière de contrôle d'entrée et sortie des étrangers mais ne fournissait pas des garanties judiciaires suffisantes; elle a donc été amendée en 1995. D'aucuns regrettent que le Gouvernement n'ait pas totalement refondu la législation sur l'immigration de manière à mieux tenir compte des conditions économiques et sociales régionales qui sont à l'origine du mouvement des populations.

56. Par ailleurs, la loi amendée perpétue la criminalisation et la répression excessive de l'immigration illégale. Le *Aliens Control Amendment Act* de 1995 prévoit ainsi des mesures générales visant à renforcer la capacité du système judiciaire et du Ministère de l'intérieur à lutter contre l'immigration illégale. De plus, une clause (section 32 e)) donne au Ministère de l'intérieur le pouvoir de prendre des mesures pour assurer une utilisation optimale de la main-d'oeuvre locale, avant qu'un permis de travail ne soit accordé; cette clause montre clairement l'engagement du Gouvernement en faveur d'une position autarcique et favorable exclusivement à ses citoyens, position qui va à l'encontre, selon certains interlocuteurs, de l'engagement du pays dans le développement de la sous-région constituée par les États de la SADC.

57. Toutefois, il faut reconnaître deux mesures positives prises par l'État sud-africain : la première, accordée par le Président Mandela en 1995, concerne 50 000 mineurs illégaux originaires de deux États très dépendants de l'Afrique du Sud, le Lesotho et le Mozambique; la deuxième amnistie, décrétée en 1996, touche les illégaux originaires des pays de la SADC et de l'Angola : les personnes entrées en Afrique du Sud avant le 1er juillet 1991, qui n'ont pas commis d'actes criminels, qui ont un emploi (y compris ceux qui sont à leur compte) et qui sont mariées à un citoyen sud-africain recevront leurs papiers. Étant donné le nombre limité de personnes concernées (zone géographique limitée, nombreuses conditions, difficulté de prouver le respect de ces conditions), cette amnistie n'a eu pour le moment qu'un effet très limité ⁷.

2. Le contrôle de l'immigration

58. Les illégaux représentent probablement (même s'il est difficile de les comptabiliser) la majeure partie des immigrants en Afrique du Sud. Stigmatisés dans le *Aliens Control Act* comme des "personnes interdites" (*prohibited persons*) et criminalisés par la loi, ils sont considérés comme indésirables et donc sujets à détention puis rapatriement. Ce processus (arrestation, détention, déportation) a été souvent dénoncé comme donnant lieu à de nombreux abus de la part des autorités sud-africaines.

59. La mise en place d'une législation plus stricte en matière d'immigration va de pair avec le renforcement des contrôles policiers (le nombre d'unités de police dont l'activité est de rechercher les illégaux est passé de 3 à 14 de 1994 à 1995) : les raids se sont multipliés dans les communautés urbaines soupçonnées d'abriter des illégaux. Certains rapports font état du non-respect des procédures lors des arrestations des présumés illégaux. Certains ont expliqué que la "chasse aux immigrés" est pour certains policiers l'occasion de perpétuer les comportements violents et les pratiques discriminatoires intériorisés durant l'apartheid. Cette violence s'exprime notamment lors des "raids" qui donnent lieu à de nombreuses arrestations plus ou moins arbitraires et souvent violentes, où le "délit de faciès" ⁸ joue un rôle

non négligeable et la charge de la preuve de leur statut légal incombe aux accusés : de nombreux étrangers, voire des Sud-Africains, ont passé ainsi des mois en prison, leur statut étant parfois difficile à déterminer.

3. La détention

60. Dans le cadre du *Aliens Control Act*, une personne suspectée d'être en situation illégale peut être détenue pour des périodes successives de 48 heures sous l'autorité d'un fonctionnaire de l'immigration et ce aussi longtemps qu'il est nécessaire pour que soit déterminé son statut. Néanmoins, après les premières 48 heures de détention, le détenu doit être informé par écrit des raisons du maintien de son incarcération. Dans les faits, les personnes sont détenues sans explication écrite des raisons de leur détention, pour des périodes de temps souvent très longues (il n'existe pas de période maximale de détention dans la loi, ni avant que soit déterminé le statut de l'immigré, ni après, et notamment en attendant le rapatriement). La loi prévoit toutefois une possibilité d'appel pour l'immigré (c'est-à-dire la possibilité de présenter sa situation aux autorités compétentes) avant la mise en oeuvre du rapatriement, mais apparemment ce droit n'est jamais respecté.

61. À cela s'ajoutent des conditions de rétention ou de détention souvent difficiles (les cellules policières en particulier ne sont pas appropriées aux périodes de longues détention). Les rapports font état de mauvaise nutrition, de cohabitation avec des personnes ayant commis des actes criminels, de mauvais traitements de la part d'agents de police (ce d'autant plus aisément que les illégaux, de par leur statut, ont plus difficilement accès aux recours juridiques officiels), tout cela ayant apparemment été à l'origine du décès de certains immigrés retenus.

62. Récemment, des efforts ont été fait pour améliorer les conditions de rétention, dans un centre de transit pilote, appelé Lindela, au Dyambu Youth Centre. Ce centre, que le Rapporteur spécial a pu visiter, est situé à une centaine de kilomètres de Johannesburg. La gestion en a été confiée à la société privée Dyambu Trust qui a entrepris de convertir les anciens baraquements des mineurs noirs sud-africains en centre de rétention pour immigrés sans papiers. La société s'occupe du logement, de la nourriture et des soins des personnes retenues. Dix-huit agents du Ministère de l'intérieur en assurent la supervision et procèdent aux formalités d'admission, de libération et de rapatriement. Les retenus peuvent recevoir de la visite et ont accès au téléphone; ils disposent d'une grande cour entourée de hauts murs gardés à l'extérieur par des chiens dressés.

63. Le centre peut abriter 1 000 personnes, à raison de 24 par chambre. Il y a 48 toilettes pour hommes et trois pour 20 femmes. Le jour de la visite du Rapporteur spécial, le 3 mars 1998, le centre venait d'accueillir 48 illégaux dont un Égyptien, un Indien et 46 Mozambicains. Le centre abritait alors une vingtaine de femmes. Les immigrés illégaux qui arrivent dans le centre proviennent de tous les endroits du pays. Ils y séjournent en moyenne cinq jours, le temps que leur rapatriement vers leur pays d'origine soit organisé. Le rapatriement vers les pays limitrophes se fait par train, vers les pays lointains par avion. La période de rétention peut excéder une semaine lorsque le migrant sans papiers refuse d'indiquer sa nationalité ou que les autorités de son pays ne coopèrent pas en vue de son rapatriement.

Le Rapporteur spécial a pu constater qu'il n'y avait dans le centre que des retenus d'Afrique noire (en majorité originaires du Mozambique et du Zimbabwe) et n'a pu voir ni l'Indien ni l'Égyptien, ni Européen comme on le lui avait annoncé.

64. Au-delà du nom de la société gestionnaire qui promet un futur illusoire derrière les hauts murs du centre ("Dyambu" signifie soleil levant en venda), le centre de Lindela présente des infrastructures adéquates pour le transit des personnes qui y sont apparemment relativement bien traitées. Le contrat de la société chargée de la gestion expirait en avril 1998 et était en cours de renouvellement. Elle envisage de construire un second centre de transit qui accueillera environ 1 000 personnes, ce qui dénote le caractère de plus en plus restrictif de la politique migratoire sud-africaine.

65. En plus de la violence quelquefois associée à l'arrestation et à la détention des immigrés illégaux, il apparaît que la police ne se montre pas toujours coopérative pour protéger les immigrés contre les agressions qu'ils subissent de la part de la population (les illégaux n'ayant pas facilement accès aux recours légaux, la négligence policière passe facilement inaperçue). D'autres témoignages ont fait état de la corruption ayant cours parmi les policiers et les fonctionnaires chargés du contrôle de l'immigration (vente de papiers, vol des biens des illégaux rapatriés).

66. Un autre signe de ce climat de violence à l'égard des immigrés réside dans le fait que la South African National Defense Force (SANDF) est associée à la lutte contre l'immigration clandestine et ne cesse de demander des mesures plus strictes pour diminuer le flux des illégaux (les patrouilles aux frontières ne suffisent pas) et notamment l'extension et la réinstallation en mode "mortel" (33 000 volts) de la ligne électrifiée à la frontière nord.

C. Une xénophobie à l'égard des Noirs

67. Des études montrent que depuis les élections de 1994, la xénophobie à l'égard des immigrés, notamment des Africains, n'a cessé d'augmenter au sein de la population, Noirs et Blancs confondus⁹. Elle se traduit aussi bien dans le langage commun par les termes méprisants de "amakwerewere", "amagrigamba" et "amagongogo" (métèques) par lequel on désigne les étrangers¹⁰ que dans la presse qui charge les immigrés clandestins de tous les maux de la société sud-africaine (criminalité, drogue, etc.). Le syndrome de l'invasion par des immigrés bien connu en Europe et en Amérique se retrouve en Afrique du Sud et nourrit toutes les peurs, prenant ici l'image du "swart gevat" (le péril noir, en Afrikaans) dans une certaine presse acquise aux anciennes thèses sur l'Africain. À cela s'ajoute un climat de chasse à l'homme et de délation, encouragé par la police sud-africaine. La xénophobie est particulièrement notable dans les provinces du Gauteng (notamment à Johannesburg où le quartier de Hill Brow est entièrement occupé par les étrangers de toutes nationalités), de Mpumalanga et du Cap.

68. Des étrangers suspectés à tort ou à raison d'illégalité ont été victimes d'agressions, comme dans le township d'Alexandra, près de Johannesburg, en décembre 1994 et janvier 1995. Pendant plusieurs semaines, des groupes de Sud-Africains se sont violemment acharnés à expulser des "illégaux" accusés de crimes, d'agressions sexuelles, du chômage et de toutes sortes de délits

sociaux. Cette campagne connue sous le nom de "Buyelekhaya" (rentrez chez vous) aurait été animée par des membres de l'ANC, du Parti communiste sud-africain, la *South African National Civic Organization*, le *Concerned Residents Group of Alexandra* et le *Alexandra Property Owners Association*¹¹). Les principales cibles de l'opération "Buyelekhaya" ont été les Mozambicains, les Malawiens et les Zimbabwéens quelquefois installés de longue date dans le pays.

69. Autres victimes de la xénophobie populaire, les vendeurs de rue étrangers (Chinois, Indiens, Mozambicains, Nigériens, Sénégalais, Somaliens, Zimbabwéens) contre lesquels des organisations corporatistes ou autres comme la Micro Business Against Crime, Illegal Foreigners Action Group, la African Chamber of Hawkers et Independent Business, la Greater Johannesburg Hawkers Association usent de menaces et ont appelé au boycott et à l'agression. Certains membres de ces organisations sont passés à l'acte : en août 1997, à Johannesburg, des vendeurs de rue sud-africains ont attaqué leurs homologues étrangers dont plusieurs vendeurs sénégalais, les ont battus et détruit leurs étalages et leurs biens tandis que la foule criaient "Phansi makwerekwere" ("À bas les étrangers").

70. Une des raisons à l'origine de cette vague xénophobe est que sous le régime de l'apartheid, l'Afrique du Sud était coupée du reste du continent africain et se voyait comme un appendice de l'Europe et de sa culture. Les Africains étaient présentés comme des sauvages et des complices de l'ONU rendue responsable des sanctions économiques imposées au régime de l'apartheid. La solidarité dont ont fait preuve les Africains à l'endroit des peuples opprimés d'Afrique du Sud est mal connue de la majorité des Sud-Africains qui a été maintenue dans l'ignorance par le régime de l'apartheid. Seuls les anciens réfugiés Sud-Africains rentrés d'exil dans leur pays font preuve de tolérance et d'ouverture à l'endroit des ressortissants des autres pays africains qui les avaient accueillis et soutenu leur lutte contre l'apartheid. Après l'avènement du Président Nelson Mandela, il a fallu la Coupe d'Afrique des Nations de football, en 1996, pour que la télévision sud-africaine fasse découvrir aux Sud-Africains les autres peuples et nations africains du continent. La mission du Rapporteur spécial s'est déroulée pendant la Coupe d'Afrique des Nations 98, événement qui a encore fait connaître aux Africains du Sud les autres peuples d'Afrique.

71. Une autre raison qui explique cette attitude est le désir d'empêcher les étrangers de bénéficier du vaste programme de redistribution des ressources économiques mis en oeuvre par le nouveau Gouvernement. En réalité, la population, qui peut difficilement accuser ce Gouvernement de ne pas être représentatif de ses intérêts, impute aux étrangers la responsabilité de tous les maux de la société : chômage, montée en puissance des actes criminels, etc. Les immigrés sont ainsi accusés de "prendre" le travail destiné aux Sud-Africains, de tirer à la baisse les normes syndicales en acceptant des salaires très bas et des conditions de travail déplorables, de profiter des services sociaux sans y contribuer et donc de miner le Programme de reconstruction et de développement (RDP) mis en place par le Gouvernement.

72. Cependant, comme les chiffres que l'on avance concernant le nombre de clandestins ne sont pas fiables, le coût estimé de l'immigration illégale en

Afrique du Sud ne l'est pas non plus¹². Le poids des illégaux sur l'économie du pays doit être évalué en tenant compte des faits suivants :

a) La plupart sont installés à leur compte (commerce, artisanat) et donc ne "prennent" pas le travail des Sud-Africains chômeurs (estimés à 33 % de la population active du pays), et ce d'autant plus qu'ils sont concentrés dans le secteur informel de l'économie. En revanche, ils sont parfois à l'origine de la création d'emplois et de transmission de qualifications;

b) Par ailleurs, s'ils participent au secteur formel de l'économie (agriculture, industrie de la construction) et s'ils acceptent de travailler pour des salaires très faibles, la faute leur incombe moins qu'aux employeurs de ces industries qui voient en eux une proie facile à des fins d'exploitation¹³. Paradoxalement, c'est leur statut d'illégaux qui donnent la possibilité aux employeurs de contourner les lois du travail;

c) De plus, ils ont rarement recours aux services sociaux (santé et éducation) de peur d'être découverts et d'être rapatriés.

73. L'idée répandue selon laquelle les illégaux ne font que consommer les ressources socioéconomiques sud-africaines sans les produire n'est pas toujours fondée (ils consomment des biens sur lesquels ils payent la TVA); en fait, c'est leur statut d'illégaux qui les empêche de participer pleinement au paiement des services publics (via l'impôt sur le revenu).

74. En ce qui concerne le taux prétendument élevé de criminalité parmi les illégaux, il n'est pas plus fiable, car le fait que quelques clandestins ont été arrêtés pour des actes criminels n'implique pas que tous les illégaux sont des criminels. Par conséquent, l'argument souvent avancé par la police, selon lequel la lutte contre la criminalité passe par la "chasse" aux clandestins, est sujet à caution, quand bien même il rencontre l'assentiment de l'opinion publique.

75. Au moment où il terminait son rapport, le Rapporteur spécial a été informé que le 3 septembre 1998, deux Sénégalais et un Mozambicain sont morts en tentant d'échapper à une foule de chômeurs sud-africains qui les menaçaient de mort en les accusant de "prendre le travail des Sud-Africains". L'incident a eu lieu dans le train Pretoria-Johannesburg : deux des victimes auraient été électrocutées en tentant de s'échapper par le toit du train, tandis qu'une autre serait tombée sur la voie ferrée. Le Rapporteur spécial a communiqué cet incident au Gouvernement sud-africain pour observations.

76. Cette xénophobie croissante se retrouve aussi au sein d'une partie des dirigeants politiques sud-africains¹⁴ et peut s'expliquer par deux facteurs :

a) Ces dirigeants font écho à leur électorat et ce d'autant plus aisément que cela leur donne l'occasion de reporter sur un "bouc-émissaire" les conséquences des difficultés à résoudre immédiatement les problèmes socioéconomiques du pays;

b) Les négociations dans le contexte de la transition démocratique. La prise en charge de l'immigration dépend principalement de deux ministères :

le Ministère des affaires intérieures (aux mains de l'Inkhata Freedom Party, IFP) et le Ministère des affaires étrangères (dépendant du Congrès national africain, ANC). On sait que de nombreux cadres de l'ANC, avant d'accéder au pouvoir, ont dû leur salut à l'exil, comme seule alternative à l'emprisonnement. Aussi, certains dirigeants de ce parti prônent-ils une politique plus souple à l'égard des immigrés et ne cachent d'ailleurs pas leur opposition au traitement actuel infligé aux étrangers. Toutefois, en raison des nombreux sujets d'importance nationale qui ont fait l'objet d'après discussions pendant les négociations constitutionnelles (l'ANC et l'IFP se sont notamment ardemment affrontés sur le thème du régionalisme), d'autres questions jugées moins importantes dans l'immédiat, comme l'immigration, ont été en quelque sorte reléguées au centre d'un consensus "mou", afin d'éviter la multiplication des conflits (on peut ainsi expliquer l'absence de position radicale de l'ANC face à la politique menée en grande partie par l'IFP sous la férule du Ministre de l'intérieur, M. Mangosuthu Buthelezi).

77. Globalement, on peut dire que reconnaître les droits des immigrés semble pour le moment être considéré aussi bien par l'opinion publique que par certains hommes politiques comme un luxe qu'un pays avec des ressources limitées et avec des problèmes sociaux pressants, issus de longues années d'oppression, ne peut s'offrir.

IV. MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT

78. Le Gouvernement a établi un groupe de travail sur les migrations internationales pour réfléchir aux problèmes liés à l'immigration vers l'Afrique du Sud et proposer des solutions. Le 13 mai 1997 le groupe de travail a remis son rapport au Ministre de l'Intérieur (*Draft Green Paper on International Migration*) dans lequel il fait notamment observer que "la politique de l'immigration doit être conçue et appliquée (...) d'une manière fidèle à la nouvelle Constitution et à la Charte des droits de la personne. Elle doit aussi s'accorder avec l'engagement que nous avons pris de faire prévaloir les droits universels de la personne, la justice administrative et certains droits fondamentaux pour tous ceux qui subissent un préjudice de la part de l'État sud-africain".

79. Le Groupe de travail soutient que "le défi que doit relever l'Afrique du Sud consiste à transformer un système d'immigration et de migration dicté par des considérations raciales en une politique rationnelle et non raciale qui réponde aux besoins objectifs du pays". Il a rappelé, à juste titre, qu'en dehors des droits politiques comme le droit de vote ou de certains droits économiques comme le droit de pratiquer le commerce, l'accès à l'emploi ou à une occupation, tous les autres droits garantis par la Constitution sud-africaine et la Charte sud-africaine des droits de la personne s'appliquent également à toute personne vivant en Afrique du Sud et non exclusivement aux citoyens du pays. Par conséquent, les droits fondamentaux des migrants sans papiers doivent être respectés.

80. Du 13 au 15 juin 1997, le Ministère de la justice, en coopération avec l'Université du Western Cape et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a organisé une conférence internationale sur la xénophobie qui a mis en évidence les problèmes auxquels est confrontée la société sud-africaine dans ses rapports avec les étrangers. Ce fut l'occasion pour le Ministre de la

justice de faire une série de propositions touchant à l'étude des causes de la xénophobie, à la législation, à l'éducation et l'information destinée à renforcer la lutte contre le racisme et la xénophobie :

a) Au sujet des lois interdisant la discrimination, le Ministre a déclaré qu'il était "très important que les réfugiés fassent l'objet d'une réglementation spécifique dans le cadre du droit interne au lieu d'être traités comme des étrangers ordinaires" et que, si la discrimination en général était dans l'ensemble prise en compte dans la législation, il fallait spécifier que certaines formes de discriminations étaient contraires à la loi, par exemple, les insultes racistes et xénophobes ainsi que la discrimination dans l'emploi et la fourniture de biens et de services.

b) S'agissant de l'éducation et de l'information, le Ministre a souligné que la lutte contre le racisme et la xénophobie pouvait être renforcée par leur biais. "Les programmes scolaires devraient être renforcés dans le domaine de l'histoire et il convient de promouvoir la recherche sur la nature, les causes et les manifestations du racisme et de la xénophobie aux niveaux local, régional et national. Il convient de mettre en place une formation visant à développer la sensibilité culturelle, la prise de conscience des préjugés et la connaissance des aspects juridiques de la discrimination chez les personnes chargées des procédures de recrutement et de promotion, ainsi que chez les personnes en contact direct avec le public ou celles qui sont chargées de veiller à ce que les collaborateurs d'une organisation respectent les normes et politiques de non-discrimination et d'égalité des chances. Enfin, il faudrait mettre en place des mécanismes et dispositifs pour enquêter de manière indépendante sur les incidents et les secteurs de conflit".

De telles propositions devraient contribuer à créer une nouvelle culture des droits de l'homme en Afrique du Sud, en faveur d'un meilleur traitement des étrangers.

V. ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

81. La société civile est en train d'opérer une reconversion pour passer d'une stratégie de lutte contre l'apartheid et pour l'avènement de la démocratie à un rôle critique et de vigilance à l'égard du Gouvernement, ainsi qu'à une action pour l'enracinement des droits de l'homme dans la société sud-africaine. Toutefois, les organisations de la société civile ne portent pas encore une attention suffisante aux droits de l'homme des étrangers. Les représentants des Églises que le Rapporteur spécial a rencontrés ont reconnu la nécessité d'accueillir fraternellement les ressortissants des autres pays africains. Mais faute de moyens, les Églises n'ont pas été en mesure d'entreprendre des campagnes de sensibilisation et de lutte contre la xénophobie, les sources de financement extérieures pour soutenir leurs projets ayant tendance à tarir depuis la fin de l'apartheid. En outre, ils soulignent que l'urgence est à l'amélioration des conditions de vie des Sud-Africains.

82. Des organismes comme l'Institute for Democracy in South Africa (IDASA) sont un creuset de réflexion permanent d'où émergent des programmes pour le développement d'une conscience démocratique au sein de la population

sud-africaine. L'IDASA exerce aussi un regard critique sur la gestion du Gouvernement et ne manque pas de lui soumettre des propositions en vue d'une meilleure conception de sa politique économique et sociale.

83. Dans le cadre de l'Université du Cap, une organisation intergouvernementale travaille au multilinguisme : "Project Studies Alternative Education" : ce programme porte sur l'éducation en langues nationales. Il s'articule autour des 11 langues officielles (voir par. 35), dont l'anglais et l'afrikaans. Selon l'interlocuteur du Rapporteur spécial, ce programme se justifie par le constat que les institutions d'État ne sont pas habituées au multilinguisme; que les institutions à majorité blanche ne parlent pas et n'utilisent pas les langues africaines; que l'usage de l'anglais, de l'afrikaans et du xhosa prédomine; que les médias n'utilisent pas les langues africaines sauf la télévision et la radio qui ont des émissions en xhosa et en zoulou. Il s'agit d'un projet pilote en cours d'expérimentation pour étudier l'éducation et l'alphabétisation du plus grand nombre.

84. Des ONG s'occupent également de renforcer les capacités d'organisation des communautés et leurs moyens d'influencer les politiques gouvernementale ou provinciale. Tel est le cas du Provincial Parliamentary Programme, une initiative commune aux Institute for Democracy in South Africa (IDASA), Institute for Multi-Party Democracy (IMPD), Black Sash et Lawyers for Human Rights (LHR) dans la province du Kwa-Zulu-Natal. Il a pour objectif d'intervenir auprès du parlement provincial afin que le processus parlementaire soit transparent, effectif et reflète les intérêts de la population. Ce Programme mène également une action pour que le parlement provincial crée un organe local de protection des droits de l'homme. Des programmes de formation politique et juridique destinés aux membres d'autres ONG et organisations communautaires de base et la dissémination de l'information par diverses publications sont des éléments essentiels du programme d'action de cette organisation.

85. Enfin, d'autres ONG comme le Community Dispute Resolution Trust (CDRT) ont pour mission de résoudre les conflits qui opposent des communautés ou des individus au sein des communautés, ainsi que des organisations politiques, par le dialogue, la médiation et la conciliation. On se souviendra que dans le KwaZulu-Natal de violents conflits avaient opposé les membres de l'ANC et de l>Inkhata au cours de la transition démocratique. Le CDRT s'efforce de réunir autour d'une table les membres des deux partis et de les amener à résoudre leurs conflits par des moyens non violents.

VI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

A. Conclusions

86. La société sud-africaine est en pleine mutation. La situation socioéconomique, complexe, se caractérise, d'une part, par des résistances au changement de la part d'une grande partie de la minorité blanche qui détient le pouvoir économique, d'une part, et par la montée d'une vague de xénophobie surtout à l'encontre des Noirs venus d'autres régions du continent africain, d'autre part.

87. Du point de vue des réformes, l'Afrique du Sud est un vaste chantier de législation en vue de la démocratisation complète de la société. La volonté politique des dirigeants se traduit par la mise en place d'institutions inspirées de la démocratie libérale et pluraliste et des principes des droits de l'homme tels que proclamés et promus par l'ONU. Mais les pesanteurs sociopolitiques, voire la persistance d'une culture de l'apartheid difficile à transformer rapidement, des moyens financiers limités et des ressources humaines encore inadéquates constituent autant d'obstacles, sans oublier la nécessité de prendre en compte le temps, l'impatience des Sud-Africains pour cueillir et profiter des fruits de la libération alors que la révolution tranquille en cours ne date que de 1994.

88. Une détermination politique et l'éducation, dans la durée, paraissent nécessaires pour assurer le respect des droits de l'homme et le succès de la lutte contre le racisme, la discrimination raciale et la xénophobie. Le peuple sud-africain, par sa victoire sur l'apartheid, a prouvé qu'il pouvait réussir; il faut maintenant lui faire confiance tout en l'aidant à prendre la mesure des dangers que constitue la persistance, sous des formes diverses et nuancées, du racisme, de la discrimination raciale et de la xénophobie.

89. Quel que soit leur statut (légal ou non) dans le pays où ils résident, les immigrés, en raison de leur appartenance à l'espèce humaine, ont certains droits tels que ceux prévus dans la Charte internationale des droits de l'homme (Déclaration universelle des droits de l'homme, Pacte international relatif aux droits civils et politiques et Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels), et la Déclaration sur les droits de l'homme des personnes qui ne possèdent pas la nationalité du pays dans lequel elles vivent. Ainsi, le fait qu'une personne soit entrée illégalement sur un territoire n'affecte pas les droits dont elle est titulaire en vertu de ces textes (signés par l'Afrique du Sud, même si elle ne les a pas encore ratifiés) : droit à la vie, à la sûreté, à l'intégrité physique, à l'égalité devant la loi, à une détention conforme aux règles prévues par les normes internationales et nationales.

B. Recommandations

90. Aussi, le Rapporteur spécial formule-t-il les recommandations ci-dessous :

1. Poursuivre le processus de réconciliation en continuant d'encourager la frange de la population qui refuse d'y participer à s'y engager.

2. Diffuser et enseigner la Constitution et les droits de l'homme dans toutes les écoles et par les médias, mener parallèlement une campagne d'éducation civique au sein de la population, afin de lutter contre la xénophobie et d'encourager une plus grande tolérance, étant donné la montée et la banalisation de la xénophobie dirigée contre les Noirs venant d'autres régions d'Afrique. Plus particulièrement, les responsables de l'immigration (policiers et fonctionnaires) devraient recevoir une instruction en matière de droits de l'homme.

3. Adopter une nouvelle loi sur l'immigration qui rompt avec l'héritage de l'apartheid. Au-delà du simple respect des règles prévues par la loi, la procédure devrait être améliorée, notamment en ce qui concerne la durée de la détention avant le rapatriement (elle devrait être limitée dans le temps, ce qui n'est pas le cas pour le moment). Les détenus devraient avoir un droit de recours et obtenir une représentation légale (avocat) et un interprète fourni par l'État lors des interrogatoires officiels; enfin, ceux qui sont détenus en attente de leur rapatriement devraient être incarcérés dans des centres de détention autres que ceux réservés aux criminels, ce qui n'est pas toujours le cas (notamment quand ils sont maintenus pendant de longues périodes dans les cellules policières).

4. Compte tenu de la porosité des frontières, le rapatriement des illégaux dans leur pays d'origine apparaît comme une mesure peu efficace pour lutter contre l'immigration illégale (en 1994, seulement 90 000 illégaux ont été rapatriés contre environ 2 millions d'illégaux prétendus présents sur le territoire). Il s'agit d'une mesure purement de court terme qui ne prend pas en compte les déséquilibres économiques régionaux, le facteur économique étant le principal facteur explicatif de l'immigration vers l'Afrique du Sud, et ce, d'autant plus que les conflits liés à la guerre froide se sont résolus dans cette zone de l'Afrique, diminuant du même coup le nombre de réfugiés¹⁵. L'Afrique du Sud devrait élargir sa définition du terme réfugié de manière à y inclure certains immigrés de la SADC fuyant la précarité économique dans leur pays résultant en partie de la politique de déstabilisation menée par le Gouvernement sud-africain dans la sous-région (Zimbabwe, Mozambique, Angola) pendant les années 70 et 80. Plus largement, il faut promouvoir l'idée que sur le long terme, une intégration régionale incluant la libre circulation des personnes et l'harmonisation des politiques socioéconomiques entre les pays membres de la SADC est la seule stratégie viable pour résoudre les problèmes de migration entre ces pays, et non pas la tendance actuelle qui consiste à dire qu'il faut que les voisins se développent chez eux et n'émigrent plus en Afrique du Sud.

5. Confier la conception d'une politique d'immigration cohérente à un département spécial qui aurait en charge les questions liées à la citoyenneté, la naturalisation et l'immigration proprement dite afin d'enlever le caractère répressif qui s'attache à l'action du Ministère de l'intérieur à l'égard de l'immigration.

6. Ratifier la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et adopter une loi contre le racisme et la discrimination raciale en s'inspirant de l'opuscule intitulé *Législation nationale type servant de ligne directrice aux États pour l'adoption et le développement de lois interdisant la discrimination raciale* (publication des Nations Unies, numéro de vente : HR/PUB/96/2) qui a été transmis au Gouvernement.

7. Poursuivre l'intégration dans les forces armées par une représentation plus équilibrée des différents groupes ethniques et raciaux et intensifier l'éducation civique entreprise au sein des forces armées.

8. Étendre l'enseignement de l'éducation civique à tous les cycles de formation scolaire, universitaire et professionnelle.

9. Faciliter et encourager la renaissance de la société civile qui a joué un rôle actif et décisif dans la lutte contre l'apartheid, mais qui se sent aujourd'hui abandonnée et laissée pour compte.

10. Mieux faire connaître l'Afrique, les pays, les civilisations et cultures africaines, par des reportages télévisuels, des études et publications, afin que les Sud-Africains vivent mieux leur appartenance au continent.

Annexe

PROGRAMME DE LA MISSION

(25 février - 4 mars 1998)

Pendant son séjour en Afrique du Sud, le Rapporteur spécial a rencontré les personnes suivantes :

Le Cap (25-27 février 1998)

M. Dullah Omar, Ministre de la justice, et Mme Manto Tshabala-Msimang, Ministre adjoint de la justice

M. F. S. Mufamadi, Ministre de la sûreté et de la sécurité

M. Zackie Achmat, Président de la National Coalition for Gay and Lesbian Equality

M. Peter Pluddemanen, Directeur adjoint, et M. Xola Mati, chargé de recherche, Project Studies Alternative Education

Mme Christina Muray, Directeur, et M. François Botha, Professeur, Law, Race and Gender Division, Université du Cap

M. Vincent William, Directeur du Southern African Migrants Project, et Mme Gitanjali Maharaj, Directeur du Transformation and Equity Project, Institute for Democracy in South Africa

M. Wilmot James, Directeur exécutif, Institute for Democracy in South Africa

Johannesburg et Pretoria (2-4 mars 1998)

Membres de l'Équipe des Nations Unies : Mme Scolastica Kimairo (UNICEF), M. Yobert Shamapande (Centre d'information des Nations Unies), M. Dan Temu (PNUD), Mme Enderson (ONUSIDA)

M. Josiah D. N. Ogina, Chef de la mission de l'OIM en Afrique du Sud, Organisation internationale pour les migrations; M. Mendesha Kebede, Directeur régional adjoint, et M. Yusuf Hassan, Administrateur régional principal chargé des relations extérieures, HCR

Madame le Major General Jackie Sedibe, Directeur, Equal Opportunity; Brigadier Martin Rutsch, Directeur, Personnel Development; Brigadier John Lizamore, Directeur, Research and Training, Forces armées sud-africaines (South African Defense Force)

Mme Venitia Govender et M. Makubetse Sekhonyne, Human Rights Committee (ong)

M. Adu Selby Baqwa, Procureur général

Mme Zelda Holtzman, Chef, Equity Component; Mme Vanessa Gounden, Senior Superintendent; M. Peter Cronjé, chargé de l'enseignement des droits de l'homme, Police sud-africaine; M. Amichand Soman, Directeur, Secrétariat à la sûreté et à la sécurité

M. Abdul S. Minty, Directeur général adjoint aux affaires multilatérales et M. Sharpe, Directeur en chef des affaires sociales, Ministère des affaires étrangères

Mme Faith Pansy Tlakula, M. Jerry Nkeli, M. Mogan Moodliar, M. Lindelwa Ntutela, M. Tseliso Thipungane et Mme Jody Kollapen, Commissioners, Commission sud-africaine des droits de l'homme

Le juge A. Chaskalson, Président, et le juge Pius Langa, membre de la Cour constitutionnelle

Mme Myriam Doms, maire; M. Philip du Plooy, Directeur, Governing Service; M. Reeves M. Mabitsi, membre du Comité exécutif; M. Pasty Malefo, membre du Comité exécutif, conseil municipal de Pretoria

Mme Charity Majiza, Secrétaire générale; le révérend Abraham Aja, Secrétaire général adjoint; M. Gary Thompson, responsable du programme Capacity Building; Mme Esther Matame, responsable du programme des droits de l'homme; M. Lehlohonolo Bookholane, responsable du programme Faith and Mission, Conseil des Églises d'Afrique du Sud

M. Isaac Mogase, maire du Grand Johannesburg

Durban (4 mars 1998)

Mme Bess Pillerne, coordonnateur, Lawyers for Human Rights; Mme Lunga Khumalo, Community Dispute Regional Organiser, Community Dispute Resolution Trust; M. Mawethu Mosery, Centre for Socio-Legal Studies, Mme Belinda Darlerbe, administrateur et Mme Penny Dlamini, Advocacy Support Coordinator, Provincial Parliamentary Programme

M. Obed Mlaba, maire de Durban

Notes

1.A/51/301, par. 36; Hennie Kotzé et Lloyd Hill, "Emergent Migration Policy in a Democratic South Africa", International Migration, Quarterly Review, Vol. 35, No 1, 1997, p. 5 à 36; Human Rights Watch/Africa, "The Human Rights of Undocumented Migrants, Asylum Seekers and Refugees in South Africa", submission to the Green Paper Task Group, 11 April 1997 (www.polity.org.za:80/govdocs); Steven Friedman, "Migration policy, Human Rights and the Constitution", Centre for Policy Studies (www.polity.org.za:80/govdocs).

2.Territoires prétendument autonomes, mais qui étaient en fait des réserves où ont été relégués une dizaine de groupes ethniques africains, à partir de 1951, afin de les tenir à l'écart des centres urbains habités par les Blancs.

3.South African Institute of Race Relations, Social and Economic Update, 8 novembre 1987.

4.Voir Truth Talk, The Official Newsletter of the Truth and Reconciliation Commission, vol. 3, No 1, novembre 1997.

5.L'ancien Président de la République, Pieter Botha, invité à témoigner devant cette commission, l'a traitée de "cirque" et a refusé de se présenter devant elle. La Commission a alors déposé une plainte contre M. Botha pour outrage au tribunal.

6.Afrique du Sud, Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, République démocratique du Congo, Seychelles, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe.

7.Seulement 11 000 personnes ont posé leur candidature pour le moment (chiffre insignifiant comparé au nombre d'illégaux dans le pays), selon H. Kotzé et L. Hill, "Emergent migration policy in a democratic South Africa", in International Migration, vol. 35, No 1, 1997.

8.Certains immigrés (ou citoyens) "typés", ou identifiables par leurs tenues vestimentaires, langues parlées (Mozambicains, Zimbabwéens, Nigériens, etc.) font apparemment l'objet de plus fréquents contrôles que les autres. Est étranger tout individu qui ne parle pas le zulu ou bien qui porte des cicatrices de vaccination plus haut sur le bras alors qu'en Afrique du Sud les vaccinations se font plus bas sur le bras.

9.Voir Human Rights Watch, "Prohibited persons". *Abuse of undocumented migrants, asylum seekers, and refugees in South Africa* New York, Londres, mars 1998, 236 p. Un sondage d'octobre 1995 du Centre d'analyse sociopolitique du Conseil de la recherche en sciences humaines montre que 68 % des Sud-Africains sont en faveur d'une politique plus radicale à l'égard des immigrés illégaux, ce qui dénote un sentiment négatif croissant envers les clandestins depuis les élections de 1994 dans tous les groupes linguistiques. De plus, 55 % de ceux qui sont pour une politique plus stricte à l'égard des illégaux avancent comme raison de leur prise de position que ceux-ci prennent leur travail et sont responsables de la criminalité croissante dans le pays.

10. Ces termes sont surtout utilisés dans la Province du Gauteng, la plus grande région urbanisée de l'Afrique du Sud, où se trouve Johannesburg; "Amagongogo" désigne plus particulièrement les originaires d'Afrique de l'ouest.

11. Human Rights Watch. *Prohibited persons...*, op. cit, p. 135

12. Les propos du Ministre de l'intérieur, M. Buthelezi, selon lesquels "les étrangers en situation irrégulière coûteraient au Gouvernement 221 millions de rands [en 1995] et cette somme pourrait atteindre le milliard de rands dans six ans ... Les incidences que de tels chiffres peuvent avoir sur le Programme de reconstruction et de développement sont tout à fait terrifiantes".

13. Certaines pratiques honteuses d'employeurs peu scrupuleux ont été dénoncées : ainsi, ils emploient parfois des illégaux pendant une certaine période, les dénoncent à la police pour ne pas les payer et recrutent un nouveau groupe d'illégaux, plus "frais" !

14. Une étude menée par le Centre for International and Comparative Politics de l'Université de Stellenbosch (Kotzé, H., *Illegal aliens - South Africa first say decision makers*) montre que la majorité des élites dans la plupart des secteurs de la société sud-africaine se prononcent en faveur de mesures plus strictes à l'égard des immigrants illégaux. À l'exception de l'ANC, la majorité des élites de tous les partis sont d'accord sur le fait que "ce n'est pas notre devoir de recevoir les réfugiés de l'Afrique". De plus, tous les partis (y compris l'ANC) se prononcent en faveur de l'idée que "l'Afrique du Sud ne devrait pas assouplir les lois concernant l'immigration des personnes originaires du sud de l'Afrique".

15. Voir au paragraphe 53 l'échec du rapatriement de 120 000 réfugiés mozambicains.
